

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée

9-11 allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée
9-11 allée de l'Arche
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée générale de la société ASSYSTEM S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ASSYSTEM S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation

Notes 2, 4 et 5 de l'annexe des comptes annuels

Risque identifié	Réponse apportée
<p>Au 31 décembre 2021, les titres de participation, inscrits à l'actif pour une valeur nette comptable de 441,5 millions d'euros, représentent 69% du total du bilan.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2 « Règles et méthodes comptables – Titres de participation » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés, à leur date d'entrée, au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A chaque clôture, la société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Pour l'estimation de la valeur d'utilité, et en fonction de l'activité exercée par la participation, la société retient principalement l'une des méthodes suivantes : une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou sur la méthode des multiples d'EBIT) ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part de capitaux propres détenus).</p> <p>Nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit, compte tenu du poids des titres de participation au bilan, du degré élevé d'estimation et de jugement mis en œuvre par la Direction dans le choix de la méthode de calcul de la valeur d'utilité et de la sensibilité, selon la méthode retenue, de cette valeur d'utilité à la variation des hypothèses de prévision.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à prendre connaissance, pour chaque participation, de la méthode de calcul de la valeur d'utilité retenue et apprécier son caractère approprié en lien avec les caractéristiques économiques de chaque participation.</p> <p>Lorsque l'approche fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels est retenue, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ apprécié la cohérence des données budgétaires utilisées avec celles présentées au Comité d'audit et approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;▪ vérifié la cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;▪ vérifié, avec l'appui de nos spécialistes en évaluation, le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation ;▪ comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;▪ vérifié que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée.

Risque identifié	Réponse apportée
	<p>Lorsque l'approche fondée sur les multiples d'EBIT est retenue, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ apprécié la concordance avec les comptes de l'agrégat retenu et le bien fondé des multiples appliqués en comparaison avec ceux pratiqués dans des secteurs d'activité similaires ; ▪ vérifié que la valeur découlant de l'approche fondée sur les multiples a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée. <p>Lorsque l'approche patrimoniale est retenue, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures convenues et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante.</p> <p>Concernant les acquisitions réalisées durant l'exercice, nous avons pris connaissance des éléments de valorisation considérés lors de la détermination du prix d'acquisition des titres.</p> <p>Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes 2 – « Règles et méthodes comptables », 4 - « Tableau des filiales et participations » et 5 – « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président directeur général et du Directeur général délégué Finances

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ASSYSTEM par l'assemblée générale du 26 août 1999 pour le cabinet Deloitte & Associés et par celle du 30 avril 2009 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Deloitte & Associés était dans la vingt-troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la treizième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les

anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 8 avril 2022

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

 Laurent Genin

Laurent GENIN

 Frédéric Neige

Frédéric NEIGE

5.4 COMPTES ANNUELS

5.4.1 BILAN

ACTIF

	2021			2020
En milliers d'euros	Brut	Amortissements & Provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2 021	797	1 224	184
Immobilisations corporelles	4 711	2 991	1 720	1 652
Titres de participation	475 558	34 019	441 539	393 713
Prêts	7 399	-	7 399	9 727
Autres immobilisations financières	149 434	-	149 434	121 349
Immobilisations financières	632 391	34 019	598 372	541 808
Actif immobilisé	639 123	37 807	601 316	543 644
Créances d'exploitation	16 875	-	16 875	17 086
Comptes courants – Groupe et Associés	11 398	480	10 918	2 859
Valeurs mobilières de placement	4 844	-	4 844	4 207
Disponibilités	4 213	-	4 213	23 735
Charges constatées d'avance	65	-	65	79
Écart de conversion actif	372	-	372	1 217
Actif circulant	37 767	480	37 287	49 183
Total de l'actif	676 890	38 287	638 603	592 827

PASSIF

	2021	2020
Capital	15 668	15 668
Primes liées au capital	122	122
Réserve légale	1 567	1 567
Réserve réglementée et autres réserves	4 414	4 414
Report à nouveau	360 018	393 995
Résultat de l'exercice	75 976	(19 232)
Capitaux propres	457 765	396 534
Provisions pour risques et charges	19 471	21 131
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	88 008	64 014
Emprunts et dettes financières divers	62 197	101 922
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 100	1 923
Dettes fiscales et sociales	1 900	1 558
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	24
Autres dettes	7 162	5 720
Écart de conversion passif	-	1
Dettes	161 367	175 162
Total du passif	638 603	592 827

5.4.2 COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	2021	2020
Chiffre d'affaires	7 259	8 696
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	12
Produits d'exploitation	7 259	8 708
Achats et charges externes	(6 966)	(6 324)
Impôts, taxes et versements assimilés	(328)	(180)
Salaires et charges sociales	(3 830)	(2 739)
Jetons de présence	(303)	(277)
Autres charges de gestion courante	(3)	-
Dotation aux amortissements et provisions	(301)	(225)
Charges d'exploitation	(11 731)	(9 745)
Résultat d'exploitation	(4 472)	(1 037)
Produits financiers	99 571	62 132
Charges financières	(22 195)	(67 695)
Résultat financier	77 376	(5 563)
Résultat courant	72 904	(6 600)
Résultat exceptionnel	2 916	(13 191)
Impôt sur les bénéfices	156	559
Résultat de l'exercice	75 976	(19 232)

5.4.3 ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2021

La présente annexe complète le bilan, avant répartition, de l'exercice clos le 31 décembre 2021, dont le total s'élève à 638 603 milliers d'euros, ainsi que le compte de résultat qui dégage un bénéfice de 75 976 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois allant de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

Les chiffres sont indiqués en milliers d'euros, sauf indication contraire.

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES			
NOTE 1	FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	145	NOTE 11 AUTRES INFORMATIONS 152
NOTE 2	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	146	NOTE 12 DETTES 152
NOTE 3	INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT	148	NOTE 13 CHARGES À PAYER 152
	3.1 Variations de l'actif immobilisé brut	148	NOTE 14 ENGAGEMENTS HORS BILAN 153
	3.2 Variations des immobilisations financières	148	NOTE 15 CHIFFRE D'AFFAIRES 153
	3.3 Variation des amortissements	149	NOTE 16 EFFECTIF MOYEN 153
NOTE 4	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	149	NOTE 17 RÉSULTAT FINANCIER 154
NOTE 5	PROVISIONS	150	NOTE 18 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL 155
NOTE 6	CRÉANCES	150	NOTE 19 IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS 155
NOTE 7	PRODUITS À RECEVOIR	151	NOTE 20 INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS 156
NOTE 8	DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	151	NOTE 21 IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ 156
NOTE 9	CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	151	
NOTE 10	CAPITAL	151	

NOTE 1

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Effet de la pandémie de Covid-19 sur les filiales et participations de la Société

Au cours de l'exercice 2021, les principales entités contrôlées par Assystem S.A. n'ont pratiquement plus été affectées par les effets de la pandémie de Covid-19 tant au niveau de leur chiffre d'affaires qu'à celui de leur résultat opérationnel. Le seul élément constaté dans leurs comptes 2021 et lié à cette pandémie est le remboursement quasi-intégral du report de dettes sociales et fiscales constaté au 31 décembre 2020 pour un montant de 26,6 millions d'euros (sur un total de 26,7 millions d'euros).

En 2020, la société Expleo Group, détenue par la Société à hauteur de 38,05 % et mise en équivalence dans ses états financiers consolidés, avait été très sensiblement affectée par la pandémie de Covid-19, du fait d'une forte baisse de l'activité réalisée dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. Au 31 décembre 2020, la Société a été amenée à déprécier les titres de participation Expleo Group figurant à l'actif de son bilan à hauteur de 49,5 millions d'euros, pour la ramener à 43,0 millions d'euros l'alignant ainsi sur la valeur de ces mêmes titres figurant à l'actif de sa situation financière consolidée arrêtée à cette même date.

Au 31 décembre 2021, compte tenu d'une reprise d'activité plus rapide et plus forte qu'attendue au cours de l'exercice, la société Expleo Group présente des états financiers consolidés en très nette amélioration. En conséquence, il est considéré que la valeur de la participation de la Société dans la société Expleo Group est supérieure à la valeur brute historique des titres détenus, et la provision constituée au 31 décembre 2020 a été reprise en totalité.

Évolution des filiales et participations

PRISES DE PARTICIPATION DANS DE NOUVELLES FILIALES

Le 22 avril 2021, suite à la fusion par absorption de la société Assystem Care Holding par la société Assystem Care Belgium, la Société s'est vu attribuer 360 816 actions nouvelles de la société absorbante pour 23 932 milliers d'euros. La dénomination d'Assystem Care Belgium a été modifiée, pour devenir Assystem Belgium. Le 21 juillet 2021, Assystem Belgium a procédé à une réduction de capital de 20 953 milliers d'euros par remboursement en numéraire à la Société, actionnaire unique.

Le 30 juin 2021, la Société a acquis 100 % des titres de participation de la société STUP Consultants Private Limited pour 20 568 milliers d'euros.

AUGMENTATION DE CAPITAL OU RENFORCEMENT DU MONTANT DE LA PARTICIPATION DANS CERTAINES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le 30 mars 2021, la Société a souscrit à l'augmentation de capital de la société Assystem Engineering Services India LLP à hauteur de 2 milliers d'euros.

Le 6 avril 2021, la Société a reçu de la part de sa filiale ASCO 7 681 actions de la société Assystem Engineering and Operation Services au titre de versement de dividendes pour un montant de 5 900 milliers d'euros.

Le 16 juillet 2021, la Société a souscrit à une augmentation de capital de la société STUP Consultants Private Limited pour un montant de 3 646 milliers d'euros.

Le 22 novembre 2021, la Société a souscrit à l'augmentation de capital de la société Assystem Energy & Infrastructure Ltd par capitalisation de son compte courant pour un montant de 5 245 milliers d'euros.

CESSION DE TITRES ET LIQUIDATION DE FILIALE

La ligne de titres relative à la société Assystem Care Holding d'un montant à l'ouverture de l'exercice de 35 560 milliers d'euros a été supprimée à l'occasion de la fusion par absorption de cette société par la société Assystem Care Belgium développée ci-dessus. Dans le même temps la provision pour dépréciation de ces titres comptabilisée au 31 décembre 2020 pour un montant de 11 628 milliers d'euros a été reprise.

Actions propres

L'éventuelle provision pour dépréciation relative aux actions propres détenues par la Société est déterminée en utilisant, pour apprécier la valeur d'inventaire de ces dernières, le cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice. La valeur ainsi calculée étant supérieure à celle résultant du cours moyen des actions auto détenues, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au 31 décembre 2021.

Les plans d'attributions d'actions gratuites et/ou de performance mis en place en 2019 arrivés à échéance en 2021 ont été livrés au cours de l'exercice.

Six plans d'attributions d'actions gratuites et/ou de performance mis en place en 2019, 2020 et 2021 non échus, au titre de bénéficiaires salariés de filiales de la Société, filiales à qui seront refacturés ces plans, font l'objet d'une provision de 4 844 milliers d'euros et donnent lieu à la constatation d'un produit à recevoir d'un montant identique.

Pour les bénéficiaires de ces plans salariés de la Société, ainsi que pour les bénéficiaires salariés de filiales de la Société, filiales qui ne seront pas refacturées de ces plans, le montant de la provision s'élève à 188 milliers d'euros.

Composition de l'actionnariat du groupe Assystem

La Société est contrôlée par la société HDL Development qui détient, au 31 décembre 2021, 57,93 % du capital et 75,10 % des droits de vote effectifs.

HDL Development est une société contrôlée au 31 décembre 2021 à hauteur de 87,85 % par la société HDL (dont 53,35 % directement et 34,50 % au travers des sociétés CEFID et H2DA). La société HDL est elle-même contrôlée à 100 % par Monsieur Dominique Louis, Président directeur général de la société Assystem S.A., qui détient également en propre 0,48 % du capital de HDL Development. Le solde du capital de cette dernière, soit 11,67 %, est détenu par des managers et ex-managers du groupe Assystem.

Financements bancaires

Assystem dispose depuis septembre 2017 d'un crédit renouvelable de 120 millions d'euros, dont 28 millions d'euros sont utilisés au 31 décembre 2021, et d'un crédit d'investissement de 60 millions d'euros. Le crédit renouvelable et le crédit d'investissement viennent à échéance en septembre 2024.

Le crédit renouvelable et le crédit d'investissement sont soumis à un engagement de maintien du ratio endettement net / EBITDA du groupe Assystem en dessous d'un plafond de 3,75 chaque 31 décembre et de 3,95 chaque 30 juin. Cet engagement est respecté au 31 décembre 2021.

Évolution du capital social et de la prime d'émission

Le montant du capital n'a pas évolué au cours de l'exercice.

Il s'élève à la clôture à 15 668 216 euros.

Événements postérieurs à la clôture

Le 1^{er} janvier 2022, le Groupe a cédé au groupe Expleo les sociétés Assystem Care France, Assystem Belgium et Assystem Care Switzerland ainsi que deux fonds de commerce français. Le chiffre d'affaires réalisé en 2021 par les activités cédées est de 38,1 millions d'euros. Le prix de cession de ces activités liées aux sciences de la vie et à l'assistance technique à l'industrie est de 28,3 millions, dont un montant de 17,1 millions payé le 10 janvier 2022 et un montant de 11,2 millions faisant l'objet d'un crédit vendeur, portant intérêt au taux de 4,5 % l'an, remboursable au plus tard le 31 décembre 2022. L'effectif sortant du Groupe à l'occasion de cette cession est de 418 personnes, sur un total (y inclus ces 418 personnes) de 7 043 personnes au 31 décembre 2021.

La Société estime, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des présents comptes sociaux, que la guerre en Ukraine et les sanctions internationales contre la Russie n'auront pas d'incidence matérielle directe sur son activité, ses résultats et sa situation financière.

Facteurs de risques

CONTRÔLES FISCAUX

La Société a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de

crédit impôt recherche (CIR) enregistrés au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 par son ancienne filiale Assystem France, membre de son groupe d'intégration fiscale pour lesdits exercices.

Assystem France a transféré ce risque à la Société en fin d'année 2016 moyennant paiement d'une indemnité d'un montant de 7,3 millions d'euros, la Société provisionnant en contrepartie ce même montant.

Compte tenu de l'émission fin 2017 par l'administration fiscale d'avis de mise en recouvrement, le risque correspondant a fait l'objet d'une provision complémentaire durant l'exercice 2017 dans les comptes de la Société. Il est depuis intégralement provisionné, en principal et intérêts de retard potentiels.

La Société a contesté en totalité la validité de ce redressement par voie de réclamation contentieuse puis, au cours de l'exercice 2020, auprès du tribunal administratif compétent.

Le 30 juin 2021, l'administration a fait droit à la contestation précitée en accordant à la Société, au seul titre de l'exercice 2010, un dégrèvement de 1,8 million d'euros en droits et de 0,3 million d'euros d'intérêts de retard.

Au 31 décembre 2021, la provision s'élève à 14,3 millions d'euros.

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient de sa dette conclue le 28 septembre 2017 (et amendée deux fois depuis cette date), composée des encours de tirage d'un crédit renouvelable de 120 millions d'euros venant à échéance en septembre 2024, utilisé au 31 décembre 2021 à hauteur de 28 millions d'euros et d'un crédit d'investissement de 60 millions d'euros, également à échéance septembre 2024. Les intérêts payables au titre des deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois. Tant que l'indice est négatif, il est réputé égal à zéro. Le Groupe a mis en place une couverture de taux pour un montant nominal de 60 millions d'euros égal au montant du crédit d'investissement. Cette couverture, au titre de laquelle Assystem reçoit l'Euribor 3 mois, avec un floor à zéro, et paye un taux fixe annuel de 0,05 %, court du 30 juin 2020 au 30 juin 2023.

NOTE 2

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2021 sont établis et présentés conformément aux articles L.°123-12 à L.°123-28 du Code de commerce, aux dispositions du décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983, au règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Rappel des principes comptables

Les principes comptables généraux ont été appliqués dans le respect des règles communément admises :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables.

Les valeurs sont inscrites en comptabilité suivant la méthode habituelle des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur prix de revient d'origine, abstraction faite de toute charge financière.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée.

Les durées et modes d'amortissement sont les suivants :

● Logiciels	1 à 5 ans
● Brevets	4 ans
● Installations et agencements	5 à 10 ans
● Matériel de transport	3 à 5 ans
● Matériel de bureau	3 à 5 ans
● Mobilier de bureau	5 à 10 ans
● Constructions	20 ans

Titres de participation

Les titres sont comptabilisés, à leur date d'entrée, au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les cessions sont évaluées à leur prix de revient. Le calcul de la plus ou moins value est fondé sur la valeur comptable des titres cédés.

À chaque clôture annuelle, la Société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

Pour l'estimation de la valeur d'utilité, et en fonction de l'activité exercée par la participation, la Société retient l'une des méthodes suivantes : une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou la méthode des multiples d'EBIT) ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part détenue dans les capitaux propres).

Frais d'acquisition de titres de participation

Ces frais sont comptabilisés en charges.

Ils sont réintégrés fiscalement lors de l'exercice d'acquisition des titres de participation puis font l'objet d'une déduction extra-comptable sur cinq ans à compter de la date d'acquisition des titres.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont inscrites à leur valeur nominale.

Créances

Les créances et dettes sont évaluées à la valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Il s'agit essentiellement de créances sur des entreprises liées.

Frais d'émission d'emprunt

Les frais d'émission d'emprunt sont intégralement comptabilisés en charge au cours de l'exercice durant lequel ils sont encourus.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est

inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est comptabilisée pour la différence.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06 sur les passifs.

Provisions pour Indemnités de fin de carrière (IFC)

Les droits dus font l'objet d'une provision déterminée en tenant compte de l'ancienneté du salarié et de sa probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ à la retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses de rotation de personnel, d'évolution des salaires et d'âge de départ.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

● Taux d'actualisation	0,70 %
● Taux d'augmentation des salaires	1,80 %
● Taux de turn-over médian	10 / 15 %
● Table de mortalité utilisée	INSEE 2021

Sources principales d'incertitude relatives aux estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Assystem revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Ces estimations concernent principalement les provisions pour risques et charges et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la valorisation des titres de participation.

Provisions pour risques filiales

Les filiales pour lesquelles un risque est identifié font l'objet d'une provision.

Opérations de couverture effectuées

Le montant comptabilisé au bilan au titre des résultats réalisés des dérivés est de 1 201 milliers d'euros.

NOTE 3**INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT****3.1 Variations de l'actif immobilisé brut**

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	947	1 132	58	2 021
Immobilisations corporelles	4 406	305	-	4 711
Immobilisations financières	620 873	79 865	68 347	632 391
Total	626 226	81 302	68 405	639 123

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels pour une valeur de 874 milliers d'euros, à un brevet complètement amorti pour 15 milliers d'euros et à des immobilisations en cours pour 1 132 milliers d'euros.

Les immobilisations corporelles sont composées de constructions et agencements pour 3 731 milliers d'euros, de mobilier et matériel de

bureau pour 764 milliers d'euros et d'œuvres d'art pour 216 milliers d'euros.

Les variations des immobilisations financières détaillées en note 3.2 ci-dessous correspondent essentiellement aux acquisitions de titres de participation précédemment évoquées en note 1, à de nouveaux prêts accordés à des filiales ainsi qu'aux opérations sur actions propres.

3.2 Variations des immobilisations financières

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Titres de participation ⁽¹⁾	472 778	59 293	56 513	475 558
Prêts rattachés à des participations ⁽²⁾	9 727	1 402	3 730	7 399
Dépôts et cautionnements	58	-	-	58
Obligations convertibles (y compris intérêts courus)	121 380	15 760	4 836	132 304
Actions propres	16 930	3 410	3 268	17 072
Total	620 873	79 865	68 347	632 391

(1) L'augmentation des valeurs brutes des titres de participation se décompose comme suit :

- Transfert de titres de la société AECOS pour 5 900 milliers d'euros (à l'occasion de la distribution de dividendes de la société ASCO) ;
- Transfert de titres de la société Assystem Belgium pour 23 932 milliers d'euros (à l'occasion de la fusion par absorption de la société Assystem Care Holding par la société Assystem Care Belgium) ;
- Acquisition de titres de la société STUP Consultants Private Limited pour 24 214 milliers d'euros ;
- Acquisition de titres de la société Assystem E&I Ltd pour 5 245 milliers d'euros ;
- Acquisition de titres de la société Assystem Engineering Services India LLP pour 2 milliers d'euros.

La diminution des valeurs brutes des titres de participation correspond à la sortie par voie de fusion absorption de la société Assystem Care Holding par la société Assystem Care Belgium pour 35 560 milliers d'euros et à la réduction de capital de la société Assystem Belgium pour 20 953 milliers d'euros.

(2) Des prêts ont été accordés au cours de l'exercice à des filiales de la Société pour un montant global de 1 402 milliers d'euros.

Le montant total des remboursements de prêts est de 3 730 milliers d'euros.

Les variations ci-dessus sont enregistrées au taux du jour, l'effet des écarts de conversion sur l'ensemble des prêts est de 846 milliers d'euros.

Les mouvements sur les actions propres sont résumés ci-dessous :

Mouvements concernant les actions propres (en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Valeur comptable
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2020	855 848	21 137
Acquisitions (contrat de liquidités)	40 825	1 216
Acquisitions (mandat de rachat d'actions)	75 139	1 878
Cessions (contrat de liquidités)	(57 541)	(1 306)
Livraisons d'actions gratuites	(37 500)	(1 009)
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2021 ⁽¹⁾	876 771	21 916

(1) Les actions propres sont enregistrées à l'actif du bilan à hauteur de 17 072 milliers d'euros en « Immobilisations financières » et à hauteur de 4 844 milliers d'euros en « Valeurs mobilières de placement ».

3.3 Variation des amortissements

Immobilisations amortissables (en milliers d'euros)	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	763	34	-	797
Sous-total	763	34	-	797
Immobilisations corporelles				
Construction sur sol propre	1 884	-	-	1 884
Construction installations générales agencements	2	-	-	2
Installations générales	186	190	-	376
Matériel de bureau, informatique et mobilier	508	47	-	555
Sous-total	2 580	237	-	2 817
Total	3 343	271	-	3 614

NOTE 4 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres y inclus résultat 2021	Quote- part du capital détenu en %	Valeur compt. brute des titres détenus	Valeur compt. nette des titres détenus	Prêts et avances consentis ⁽¹⁾	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat dernier exercice clos	Dividendes encaissés
Assystem Engineering and Operation Services	3 318	76 050	100,00 %	91 166	91 166	6 624	8 534	302 182	14 080	14 999
ECP	127	7 938	100,00 %	34 761	30 783	-	-	42 138	1 447	3 998
ASCO	70	5 748	100,00 %	7 600	5 748	-	-	2 530	5 521	5 900
Assystem Energy & Infrastructure Ltd	11 282	19 582	100,00 %	10 759	10 759	2 993	3 352	47 085	5 225	1 921
Assystem Belgium	900	852	100,00 %	2 980	2 980	-	-	4 945	(138)	-
Assystem Care France	1 138	12 647	100,00 %	14 400	14 400	1 606	-	21 467	1 172	2 500
Assystem Care Switzerland	250	702	100,00 %	6 300	4 500	230	106	4 440	82	397
Assystem Envy	113	1 298	100,00 %	19 738	11 000	-	-	4 772	7 054	1 261
Assystem Engineering Services India Plc	594	89	1,00 %	6	1	-	-	52	(294)	-
Assystem Engineering Services For Egypt	22	22	1,00 %	-	-	-	-	-	-	-
MPH Global Services	9 483	16 308	100,00 %	32 471	16 000	-	-	8 246	3 205	-
STUP Consultants Private Ltd ⁽²⁾	40	20 211	99,19 %	24 214	24 214	-	4 903	19 605	(8 216)	-
ASM Technologies	585	301	99,99 %	787	-	-	-	-	(3)	-
Assystem Australia	0	(494)	100,00 %	-	-	453	-	4	(13)	-
Assystem Solutions Dmcc	24	(28)	100,00 %	20	-	354	-	56	711	-
ASG	76	217	100,00 %	432	217	56	-	-	(4)	-
Sci du Pont Noir	322	362	99,99 %	1 065	1 065	-	-	110	50	-
Assystem Conseils	14	10	100,00 %	28	10	-	-	-	(1)	-
Assystem Investissements	5	25	100,00 %	15	-	-	-	-	1	-
Eradma	NC	NC	4,04 %	120	-	-	-	NC	NC	-
Expleo Group ⁽³⁾	243 107	97 819	38,05 %	92 500	92 500	-	-	1 008 351	(12 923)	-
Framatome	706 691	NC	5,00 %	136 196	136 196	-	-	NC	NC	2 421
Total				475 558	441 539	12 316	16 895			33 397

(1) Hors comptes d'intégration fiscale.

(2) Le capital, les capitaux propres, le chiffre d'affaires et le résultat du dernier exercice sont relatifs à l'arrêté des comptes de la Société pour l'exercice courant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

(3) Les capitaux propres, le chiffre d'affaires et le résultat indiqués sont des données consolidées.

La Société a été amenée à provisionner les titres de certaines de ses filiales et participations suite aux tests de valeur réalisés au 31 décembre 2021 conformément aux règles et méthodes comptables décrites précédemment.

NOTE 5

PROVISIONS

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations/ dotations	Diminutions/ reprises	Montants fin d'exercice
Provisions pour perte de change	2	4	2	4
Autres provisions pour risques ⁽¹⁾	21 129	2 467	4 129	19 467
Total provisions pour risques et charges	21 131	2 471	4 131	19 471
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	174	-	-	174
Provisions sur titres de participations ⁽²⁾	79 065	16 082	61 128	34 019
Sous-total provisions sur actif immobilisé	79 239	16 082	61 128	34 193
Provisions pour dépréciation des comptes courants – Groupe et associés ⁽³⁾	1 119	67	706	480
Sous-total provisions sur actif circulant	1 119	67	706	480
Total provisions pour dépréciation	80 358	16 149	61 834	34 673
Total	101 489	18 620	65 965	54 144

(1) Les dotations et reprises aux provisions pour risques et charges sont constituées de :

- Un complément de provision de 1 962 milliers d'euros concernant les plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance donnant lieu à refacturation aux filiales du Groupe dont les bénéficiaires sont salariés ;
- Un complément de la provision pour risque fiscal de 287 milliers d'euros au titre des intérêts de retard ;
- Une provision de 188 milliers d'euros concernant les plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance aux salariés d'Assystem S.A. et aux salariés de filiales non refacturées de ces plans ;
- Une provision pour indemnités de fin de carrière pour 30 milliers d'euros ;
- Une reprise de provision de 2 542 milliers d'euros concernant un dégrèvement accordé sur le litige fiscal ;
- Une reprise de provision de 1 348 milliers d'euros constatée lors de la livraison des plans d'attribution gratuite d'actions arrivés à échéance ;
- Une reprise de provision de 239 milliers d'euros concernant les frais liés au litige fiscal.

(2) Les dotations et reprises aux provisions sur les titres de participation concernent les sociétés suivantes :

- MPH Global Services SAS : dotation de 5 000 milliers d'euros ;
- ECP : dotation de 3 978 milliers d'euros ;
- Assystem Envy : dotation de 3 420 milliers d'euros ;
- ASCO : dotation de 1 852 milliers d'euros ;
- Assystem Care Switzerland : dotation de 1 800 milliers d'euros ;
- Assystem Conseils : dotation de 15 milliers d'euros ;
- ASG : dotation de 12 milliers d'euros ;
- Assystem Engineering Services India : dotation de 5 milliers d'euros ;
- Expleo Group : reprise de 49 500 milliers d'euros ;
- Assystem Care Holding : diminution de 11 628 milliers d'euros constatée lors de la fusion d'Assystem Care Holding dans Assystem Care Belgium.

(3) La dotation de 67 milliers d'euros concerne la société Assystem Australia pour 40 milliers d'euros et la société Assystem Solutions DMCC pour 27 milliers d'euros. La reprise de 706 milliers d'euros concerne la société Assystem Solutions DMCC pour 682 milliers d'euros et la société Assystem Conseils pour 24 milliers d'euros.

NOTE 6

CRÉANCES

État des créances (en milliers d'euros)	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Obligations convertibles Expleo Group (y inclus coupons courus)	132 304	-	132 304
Prêts	7 399	-	7 399
Autres immobilisations financières	58	-	58
Actions propres ⁽¹⁾	17 072	17 072	-
Sous-total	156 833	17 072	139 761
Créances d'exploitation			
Autres créances clients	1 334	1 334	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	233	233	-
État – Impôts sur le bénéfice	4 836	2 825	2 011
État – Taxe sur la valeur ajoutée	386	386	-
Débiteurs divers ⁽²⁾	10 086	10 086	-
Sous-total	16 875	14 864	2 011
Comptes courants – Groupe et associés	11 398	11 398	-
Charges constatées d'avance	65	65	-
Total	185 171	43 399	141 772

(1) Représentant 680 471 actions propres Assystem S.A.

(2) Dont 4 844 milliers d'euros de produits à recevoir dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance concernant les salariés de filiales de la Société.

NOTE 7**PRODUITS À RECEVOIR**

- Factures à établir : 1 118 milliers d'euros
- Créances fiscales : 356 milliers d'euros
- Créances sociales : 251 milliers d'euros
- Débiteurs divers : 5 310 milliers d'euros

NOTE 8**DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT**

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Achats	Ventes	Montants fin d'exercice
Actions propres ⁽¹⁾	4 207	1 962	1 325	4 844
Total	4 207	1 962	1 325	4 844

(1) Représentant 196 300 actions propres Assystem S.A., valorisées en cours figé, destinées aux plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance.

NOTE 9**CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

Les charges et produits constatés d'avance relèvent exclusivement de l'exploitation.

NOTE 10**CAPITAL**

Le capital de la Société s'élève à 15 668 216 euros à la clôture de l'exercice. Il est composé d'actions d'une valeur nominale d'un euro.

	Nombre d'actions
1 – Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	15 668 216
2 – Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	-
3 – Actions ou parts sociales annulées pendant l'exercice	-
4 – Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	15 668 216

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Montant au début de l'exercice	396 534	430 822
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre	75 976	(19 232)
Distribution de dividendes / remboursement prime d'apport	(14 745)	(15 056)
Variation du capital		
• augmentation	-	-
• diminution	-	-
Variation des primes, réserves, report à nouveau et provisions réglementées		
• augmentation	19 232	6 751
• diminution	(19 232)	(6 751)
Montant en fin d'exercice	457 765	396 534

NOTE 11**AUTRES INFORMATIONS**

Les instruments potentiellement dilutifs au 31 décembre 2021 sont constitués en totalité des actions gratuites avec ou sans condition de performance non encore livrées, soit 216 300 actions.

NOTE 12**DETTES**

État des dettes (en milliers d'euros)	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an et à 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	88 008	8	88 000	-
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	31	-
Comptes courants – Groupe et associés	62 166	62 166	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 100	2 100	-	-
Personnel et comptes rattachés	1 309	1 309	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	489	489	-	-
État et autres collectivités publiques	48	48	-	-
Autres impôts, taxes assimilées	54	54	-	-
Autres dettes	7 162	7 162	-	-
Total	161 367	73 336	88 031	-

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Crédit d'investissement et crédit renouvelable	64 000	24 000	-	88 000
Découverts bancaires	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	14	8	14	8
Total emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	64 014	24 008	14	88 008
Emprunts et dettes financières divers				
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	-	31
Comptes courants de filiales	101 891	-	39 725	62 166
Total emprunts et dettes financières divers	101 922	-	39 725	62 197

Charges et produits rattachés	Charges	Produits
Intérêts sur emprunts	(833)	-
Charges et produits de gestion de trésorerie Groupe ⁽¹⁾	(72)	167

(1) Charges et produits financiers liés à la rémunération des comptes courants et à la centralisation de trésorerie intra-groupe.

NOTE 13**CHARGES À PAYER**

- Factures non parvenues : 1 806 milliers d'euros
- Dettes fiscales et sociales : 1 718 milliers d'euros
- Avoirs à établir : 1 158 milliers d'euros
- Intérêts courus sur emprunts et dettes financières : 8 milliers d'euros

NOTE 14 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés (en milliers d'euros)	Montants
Avals et cautions	22 247
Engagements reçus	Montants
Avals et cautions	203
Crédit renouvelable non utilisé	92 000

ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

Obligations (en milliers d'euros)	Montants	Échéancier		
		À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans
Contrats de location simple				
• Véhicules	350	108	242	-
• Locaux	2 109	310	1 520	279
Total	2 459	418	1 762	279

Instruments financiers dérivés

Afin de sécuriser les marges opérationnelles relatives aux contrats significatifs libellés en devises, la Société utilise des couvertures de change sous la forme principalement d'achat et/ou vente à terme.

Pour la couverture des opérations intra-groupe significatives en devises, la Société a recours à des swaps de trésorerie.

Les principes comptables applicables aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture ont été modifiés par le règlement ANC n° 2015-05 du 2 juillet 2015. Assystem applique ce nouveau règlement depuis le 31 décembre 2016.

La réévaluation au bilan de l'ensemble de ces ventes à terme représente, à la fin de l'exercice 2021, 20 milliers d'euros, classés à l'actif en instruments de trésorerie.

NOTE 15 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se compose de prestations administratives, de gestion et de facturations liées à la mise à disposition de compétences diverses, essentiellement au profit des filiales du groupe Assystem.

Une segmentation du chiffre d'affaires par secteur d'activité n'est pas pertinente ; une distinction par zone géographique ne serait pas significative.

NOTE 16 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen s'élève à sept salariés au cours de l'exercice 2021.

Le dirigeant rémunéré par la Société n'a pas de contrat de travail. Il est rémunéré au titre de son mandat social.

NOTE 17**RÉSULTAT FINANCIER**

En milliers d'euros	31/12/2021
Produits financiers de participations	33 397
Dividendes reçus	33 397
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	182
Intérêts des prêts	182
Autres intérêts et produits assimilés	11 913
Produits de gestion de trésorerie Groupe	167
Autres produits financiers ⁽¹⁾	11 746
Reprises sur provisions et transfert de charges	51 556
Reprises sur provisions sur perte de change	2
Reprises sur provisions sur immobilisations financières ⁽²⁾	51 554
Différences positives de change	2 523
Gains de change	2 523
Total produits financiers	99 571
Dotations financières aux amortissements et provisions	(18 303)
Dotations aux provisions pour risques et charges financiers ⁽³⁾	(18 299)
Dotations aux provisions pour perte de change	(4)
Intérêts et charges assimilés	(1 553)
Intérêts sur emprunts	(833)
Charges de gestion de trésorerie Groupe	(72)
Autres charges financières	(648)
Différences négatives de change	(2 339)
Pertes de change	(2 339)
Total charges financières	(22 195)
Résultat financier	77 376

(1) Dont 10 924 milliers d'euros d'intérêts sur obligations convertibles Expleo Group.

(2) Dont 1 348 milliers d'euros de reprise de provision pour attribution d'actions gratuites, 49 500 milliers d'euros de reprise de provision pour dépréciation de titres de participation et 706 milliers d'euros de reprise de provision pour dépréciation des comptes courants.

(3) Dont 16 082 milliers d'euros de provisions pour dépréciation de titres de participation, 67 milliers d'euros de provision pour dépréciation de comptes courants et 2 150 milliers d'euros de provision pour attribution d'actions gratuites.

NOTE 18**RÉSULTAT EXCEPTIONNEL**

En milliers d'euros	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 433
Boni sur actions d'autocontrôle	1 433
Reprises sur provisions et transferts de charges ⁽¹⁾	2 780
Autres produits exceptionnels	3
Total produits exceptionnels	4 216
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(3)
Autres charges exceptionnelles de gestion	(3)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(1 010)
Mali sur actions d'autocontrôle	(1 010)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(287)
Dotations aux provisions pour risques ⁽²⁾	(287)
Total charges exceptionnelles	(1 300)
Résultat exceptionnel	2 916

(1) Reprise de 2 780 milliers d'euros sur le litige fiscal lié au CIR 2010.

(2) Complément de provision de 287 milliers d'euros au titre d'intérêts de retard dans le cadre du litige fiscal en cours.

NOTE 19**IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS****Ventilation de l'impôt**

La répartition de l'impôt entre la partie du résultat courant et le résultat exceptionnel a été effectuée en considération de la nature des produits et charges correspondants. L'incidence de l'intégration fiscale a été considérée comme relevant du résultat exceptionnel.

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	72 904	792	73 696
Résultat exceptionnel	2 916	(636)	2 280
Résultat de l'exercice	75 820	156	75 976

Informations relatives au régime d'intégration fiscale

La Société est la tête d'un groupe d'intégration fiscale qui comprend les sociétés suivantes pour l'exercice 2021 : Assystem Engineering and Operation Services, SCI Pont Noir, ASG, Insiema, Assystem Conseils, Assystem Investissements, Assystem Care France, MPH International, MPH Global Services, ECP et ECP DS.

Les modalités de calcul de l'impôt sur les sociétés dû par chaque entité du groupe fiscal sont déterminées selon les règles fiscales de droit commun en vigueur à la date de clôture de l'exercice et comme si chaque entité du groupe fiscal était imposée séparément.

Informations relatives aux accroissements et allègements de la dette future d'impôts

En milliers d'euros		
Accroissements de la dette future d'impôt (au taux de 25,83 %)	Base 2021	Montant de l'impôt
État néant	-	-
Total	-	-

Allègements de la dette future d'impôt (au taux de 25,83 %)	Base 2021	Montant de l'impôt
Provision retraite	168	(43)
Provision pour dépréciation	175	(45)
Charges sur projets d'acquisition	544	(141)
Effets de change	4	(1)
Autres charges	174	(45)
Total	1 065	(275)

NOTE 20

INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS

Postes (en milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Participations ⁽¹⁾	212 843	228 696
Obligations convertibles Expleo Group	-	132 304
Prêts	7 399	-
Autres immobilisations financières	17 130	-
Créances clients et comptes rattachés	90	46
Comptes courants débiteurs	11 398	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(267)	-
Comptes courants créditeurs	(62 166)	-
Produits de participation	30 976	2 421
Produits sur obligations convertibles Expleo Group	-	10 924
Autres produits financiers	349	-
Charges financières	(72)	-

(1) Dont pour les entreprises avec lesquelles la Société a un lien de participation, 5 % du capital de Framatome pour 136 196 milliers d'euros et 38,05 % du capital d'Expleo Group pour 92 500 milliers d'euros.

Assystem n'a pas identifié d'autres transactions avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché ou ayant un impact matériel sur les comptes.

À ce titre, aucune information complémentaire visée par l'article R. 123-198 11° du Code de commerce n'est nécessaire.

NOTE 21

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

La société Assystem S.A. est la société mère consolidante du groupe Assystem.

Assystem S.A. (ISIN : FR0000074148-ASY) est cotée sur Euronext Paris.